

en arriver à une solution rapide. Il a fait un travail de pionnier et n'a récolté pour sa peine que des injures. Quoique mon très honorable chef ne soit pas le chef du Gouvernement, il est de fait le leader de la Chambre des communes dans le domaine législatif au cours de la présente session comme il l'a été l'an dernier. Le Gouvernement s'en serait sûrement mieux trouvé s'il avait adopté son programme pratique visant à réunir une conférence ici à Ottawa, où les administrations provinciales se seraient fait entendre, et à tenter une solution du problème alors que tous les renseignements utiles auraient été recueillis.

Je ne vois aucun espoir quelconque pour les municipalités. Ce sont des parias. Le gouvernement fédéral ne veut pas s'en occuper. On pourrait croire qu'elles souffrent de quelque maladie législative. Le Gouvernement actuel ne veut pas traiter avec les maires et les bureaux de commissaires de Hamilton, Toronto, Montréal et d'autres villes. Il leur dit: "Vous pouvez vous adresser aux gouvernements provinciaux. Nous n'aurons rien à faire avec vous". Mauvaise politique, dont la faiblesse s'est avérée maintes fois manifeste. L'Angleterre, la Nouvelle-Zélande et l'Australie s'occupent avec succès de ce problème, mais nous nous contentons ici de venir occuper nos sièges chaque jour et de ne rien faire autre que jouer le rôle d'esclaves de ces commissions inutiles.

M. J. A. MARSH (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'essaierai d'être bref dans la discussion de cette mesure qui a pour but l'allègement du chômage et du marasme de l'agriculture. Un examen de ce bill nous montre que son but a assez d'envergure. Ses articles sont assez précis pour résoudre le problème qui est, nous devons tous les reconnaître, je crois, l'un des plus importants du pays.

Cependant, je n'oublie pas que nous avons déjà des lois qui, tout en ayant été jugées sages au moment de leur adoption n'ont pas eu de bons résultats parce qu'elles n'ont pas été bien appliquées. Pour cette raison, et parce que cette mesure ressemble au bill de l'an dernier, je me préoccupe fort de son application efficace.

Une grande partie de la discussion en cette Chambre sur le chômage—et j'avoue que j'y ai contribué—n'a jusqu'à présent que touché à l'étendue du problème. Nous n'avons pas étudié ce que nous devons faire pour remédier aux maux du chômage. Je me demande si nous ne pouvons regarder devant nous, au lieu de jeter nos yeux en arrière. Je me demande si nous ne pourrions pas oublier ce que l'on a fait depuis quelques années dans le but de

résoudre le problème. Je me demande si nous consacrerons notre attention aux problèmes actuels, et si nous nous mettrons à l'œuvre? Nous devons également songer aux problèmes de demain. Mais comme nos débats concernent hier et les problèmes d'hier, ils sont futiles en grande partie.

Lorsque la résolution qui a précédé ce bill était examinée en comité il y a quelques semaines, le ministre a dit que nous ne devrions pas nous laisser aller à un pessimisme excessif. J'abonde absolument dans son sens, car je déteste et j'évite le pessimiste autant que ce petit animal blanc et noir que nous rencontrons de temps à autre dans les sentiers. En biologie, je crois que son nom est *mephitis mephitica*—et ce n'est pas là le nom pour un chat. Je vois d'un mauvais œil l'attitude du pessimiste; cependant, personne ne peut nous blâmer d'être conscients et de nous rendre compte de l'immense détresse qui règne par tout le pays, à l'heure actuelle. Ce sentiment intime n'est pas le pessimisme, qui est le refuge du poltron. Loin d'être pessimistes, je suis d'avis que nous sommes tout simplement au fait des souffrances qu'endurent nos concitoyens. Le problème est d'une solution difficile; il faut trouver un remède et non pas un palliatif, non pas un appui dont les effets ne sont pas permanents.

Personne ne connaît mieux que moi les difficultés en face desquelles le ministre s'est trouvé pour appliquer la mesure adoptée l'année dernière. Ces jours derniers, j'ai rencontré le maire d'Hamilton et, au cours de la conversation que nous avons eue, il m'a déclaré que cette municipalité a déboursé 4 millions de dollars, depuis cinq ans, pour l'allègement du chômage. Sur ce montant, les autorités civiles ont dû emprunter 3 millions de dollars. Nous constatons de plus, à l'heure actuelle, que la ville d'Hamilton voit s'accroître le nombre des personnes assistées à raison de 1,000 par mois. On m'informe que 250 chefs de familles se sont fait inscrire par mois sur les listes d'assistance, depuis le dernier trimestre; et cela se passe à une époque où, si les circonstances étaient normales, on aurait lieu de s'attendre à voir la situation se redresser, c'est-à-dire au printemps. Lorsque je fais ces observations, je tiens compte du fait que durant les mois d'hiver et aux environs de Noël, les gens achètent du combustible et éprouvent des difficultés à se procurer des logements convenables.

En d'autres termes, et indépendamment de nos vantardises touchant notre commerce, la situation à Hamilton—après tout, je parle des conditions à Hamilton, car si tous les honorables membres discutaient le problème sous les aspects qu'ils connaissent le mieux,